

**POUR LE PTB, IL FAUT SUIVRE L'EXEMPLE DE
L'ESPAGNE POUR EMPÊCHER L'ENVOLEE DES
PRIX DE L'ÉNERGIE**

SERVICE D'ÉTUDES DU PTB



Les prix de l'énergie explosent. Désormais, un ménage moyen paie chaque année plus de 1 000 euros d'électricité et 1 600 euros de gaz. Le PTB appelle les gouvernements de notre pays à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour faire baisser les prix. Pour cela, le parti de gauche s'inspire de l'Espagne, où le gouvernement prévoit de réduire de moitié les factures d'énergie d'ici la fin de l'année. Pour financer son plan, le gouvernement espagnol compte sur les juteux surprofits attendus des producteurs d'énergie. En Belgique, on estime qu'une taxe sur les surprofits des centrales nucléaires belges rapporterait au moins 1,5 milliard d'euros.

L'ÉLECTROCHOC ESPAGNOL POUR RÉDUIRE DE MOITIÉ LA FACTURE ÉNERGÉTIQUE D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE

Un mois après que les Espagnols ont reçu la facture d'électricité la plus chère de l'histoire, le gouvernement, composé des partis PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), Unidas et Podemos, présente un plan ambitieux pour réduire drastiquement les prix. Il va mettre en œuvre une série de mesures pour réduire de moitié la facture énergétique d'ici la fin de l'année. Les prix devraient ainsi revenir au niveau de 2018. Les ménages espagnols payaient en moyenne 600 € par an pour leur électricité.

Cet été, le gouvernement espagnol avait déjà décidé de faire passer la TVA sur l'énergie de 21 % à 10 %. Aujourd'hui, il prend de nouvelles mesures pour réduire considérablement les taxes sur l'électricité. Il s'agit notamment de diminuer l'impôt spécial sur l'électricité de 5,11 % à 0,5 % (uniquement pour les petits consommateurs) et de prolonger jusqu'à la fin de l'année la suspension de l'impôt sur la vente de production d'électricité. Le gouvernement espagnol va réglementer les prix du gaz en plafonnant leur augmentation prévue de 28 % à un maximum de 4,4 %. Les consommateurs se voient également garantir une fourniture minimale d'énergie grâce à une prolongation de six mois de l'interdiction des coupures.

Le financement de ces mesures viendra en premier lieu des compagnies d'énergie qui sont appelées à contribuer. Il faut dire que les exploitants des centrales nucléaires, des éoliennes et des centrales hydroélectriques réalisent actuellement des bénéfices record. Tandis que leurs coûts de production sont restés stables (pour autant qu'ils ne dépendent pas du prix du gaz naturel ou des droits d'émission de CO₂), leurs revenus ont augmenté de façon spectaculaire en raison du prix élevé de l'électricité. En Espagne, toute production d'électricité non fossile bénéficie de subventions qui dépendent du prix de l'électricité. En plafonnant la très forte augmentation des montants des subventions des entreprises énergétiques, le gouvernement espagnol espère transférer environ 2,6 milliards d'euros des bénéfices des multinationales de l'énergie vers les consommateurs. En outre, le gouvernement met sur la table 900 millions d'euros d'argent public. Enfin, le gouvernement envisage la création d'une entreprise publique de l'énergie, que Podemos préconise depuis un certain temps.

LES GOUVERNEMENTS BELGES DOIVENT ÉGALEMENT INTERVENIR

Le (ou les) gouvernement(s) belge(s) doivent également intervenir pour que la facture énergétique reste abordable. Outre la réduction de la TVA à 6 % et la suppression de tous les impôts et taxes sur la facture d'électricité, qu'il estime prioritaires, le PTB souhaite que le gouvernement, comme en Espagne, puise dans les bénéfiques records des producteurs d'énergie non fossile pour alléger la facture des consommateurs.

1 RÉDUIRE LA TVA SUR L'ÉNERGIE À 6 %

La priorité est une réduction immédiate de la TVA sur l'énergie de 21 % à 6 %. C'est logique. Le chauffage et l'énergie constituent des droits fondamentaux. Ce ne sont pas des produits de luxe comme le caviar ou le champagne.

2 SUPPRIMER LES TAXES ET LES IMPÔTS DE LA FACTURE ÉNERGÉTIQUE

Notre facture d'énergie ressemble à un avertissement-extrait de rôle. Une grande partie de la facture est en effet constituée d'impôts et de taxes (respectivement 40 % à 70 % du montant total pour le gaz et l'électricité). Il faut cesser de financer notre politique énergétique via ces factures. Non seulement c'est injuste, mais en plus, cela aggrave la pauvreté énergétique. Il faut extraire le coût de l'électricité verte de la facture d'électricité. Au lieu de répercuter les coûts des primes pour les panneaux solaires sur les consommateurs, c'est à Electrabel et consorts d'en assumer la plus grosse part. Nous reprenons la main sur les bénéfiques records réalisés par les parcs commerciaux de panneaux photovoltaïques. Dans le même temps, nous supprimons la redevance réseau pour les petites installations photovoltaïques détenues par des particuliers.

3 FINANCEMENT : PUISER DANS LES SUPERPROFITS RÉALISÉS PAR LES CENTRALES NUCLÉAIRES BELGES

Le gouvernement espagnol réduit les factures d'énergie en transférant les bénéfiques excédentaires des producteurs d'électricité vers les consommateurs. C'est ainsi qu'il finance son plan « électrochoc ». Appliquer la même logique en Belgique rapporterait minimum 1,5 milliard d'euros chaque année. Selon le service d'étude du PTB, les bénéfiques excédentaires des seules centrales nucléaires belges s'élèvent à au moins 127,4 millions d'euros par mois en raison du prix extrêmement élevé de l'électricité. Le PTB propose - en s'inspirant de l'exemple espagnol - d'introduire une taxe sur les surprofits des centrales nucléaires belges. Nous exigeons donc une transparence totale d'Engie-Electrabel et de Luminus sur les juteux profits qu'ils tirent des centrales nucléaires belges.

Des bénéfices extraordinaires pour les centrales nucléaires belges

Les centrales qui produisent sans utiliser de gaz naturel ou sans recourir à des droits d'émissions de CO2 empochent actuellement d'énormes bénéfices. En effet, elles peuvent vendre leur électricité au prix fixé par les centrales qui, elles, ont besoin de gaz naturel ou de quotas de CO2. Le gouvernement espagnol a donc calculé un prix moyen de l'électricité pour l'année écoulée et instauré une taxe supplémentaire pour les producteurs d'énergie non fossile (dont les coûts de production n'ont pas augmenté) appliquée sur les revenus issus de la différence entre les prix du marché de gros et ce prix moyen de l'électricité.

Nous calculons les surprofits sur la base des prix de l'électricité (Y+1) de la bourse Endex BE Power. Tout ce qui dépasse le prix moyen de l'électricité en 2020 (40,72 EUR/MWh) est considéré comme un surprofit. Pour 2022, Engie-Electrabel a déjà couvert 57 % de sa production nucléaire¹ à 47 EUR/MWh.² Les bénéfices excédentaires sont calculés sur les 43 % restants de la production nucléaire en 2022 qui ne sont pas encore couverts et au prix actuel (112,47 euros, Y+1 janvier 2022). Cependant, Engie-Electrabel peut réaliser des bénéfices encore plus élevés en vendant son énergie nucléaire sur les marchés trimestriels à un prix beaucoup plus élevé (171,15 EUR/MWh pour le premier trimestre de 2022). Le calcul peut donc être considéré comme une estimation prudente.

Estimation des bénéfices excédentaires :

Prix moyen prévisionnel de l'électricité (Y+1) 2020 : 40,72 EUR/MWh (source : tableau CREG)

Prix prévisionnel actuel de l'électricité* (Y+1 pour janvier 2022) : 112,47 EUR/MWh (source : Endex BE Power)

Différence : 71,75 EUR/MWh (= bénéfice excédentaire)

Chiffres de production des centrales nucléaires belges :

Juin : 3971879 MWh

Juillet : 4283126,663 MWh

Août : 4137052 MWh

Production mensuelle moyenne : 4130686 MWh

(Source : Elia)

Bénéfices excédentaires des centrales nucléaires belges = 43 % * 4130686 MWh *

71,75 EUR/MWh = 127,4 millions d'euros par mois (par an : 1,53 milliard d'euros)

1p. 80, <https://www.engie.com/sites/default/files/assets/documents/2021-05/ENGIE%20SU%202021%20Presentation%20VDEFF.pdf>

2<https://www.montelnews.com/news/1215899/engie-hedges-90-of-2021-power-generation-at-eur-46mwh>

4 METTRE SUR PIED UNE COMPAGNIE D'ÉNERGIE PUBLIQUE, DONT LES TARIFS SONT RÉGLEMENTÉS

Si les prix augmentent actuellement de la sorte, c'est à cause de la libéralisation du marché de l'énergie. Lors de cette libéralisation, on nous a promis que cela ferait baisser les prix de l'énergie. Or, c'est tout le contraire qui s'est produit : les ménages et les indépendants se sont retrouvés avec des factures extrêmement salées. Le prix dépend en effet de la loi de l'offre et de la demande.

L'énergie n'est pas une marchandise, mais un droit trop essentiel pour être laissé à la merci du libre marché. Pour protéger les consommateurs contre des hausses de prix subites et développer un système énergétique durable, le PTB préconise un approvisionnement en énergie public, qui soit entre les mains de la collectivité et sous contrôle démocratique. Nous devons reprendre le contrôle du prix de notre énergie en créant une compagnie d'énergie publique avec des tarifs réglementés.